



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 8 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$		80\$
A 2.ª série	120\$		70\$
A 3.ª série	120\$		70\$
Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio			

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério do Exército:

Declaração de ter sido autorizada a transferência de uma verba dentro do capítulo 8.º do orçamento do Ministério.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 629 — Aprova, para ratificação, a Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário, o Protocolo Adicional e o Protocolo de Assinatura, assinados em Berna em 20 de Outubro de 1955.

Ministério das Comunicações:

Decreto-Lei n.º 40 630 — Autoriza a Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones a celebrar contratos para o fornecimento e montagem do material destinado à remodelação dos traçados de telecomunicações para a interligação de Lisboa, Porto e outras localidades — Eleva para 50.000\$ os limites fixados nas alíneas b), c), primeira parte, e d) do artigo 6.º do Decreto-Lei n.º 27 563, quanto a despesas a efectuar pela mesma Administração-Geral com a execução dos trabalhos e das obras respeitantes aos traçados que interessam à ligação Lisboa-Porto.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 40 629

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário, o Protocolo Adicional e o Protocolo de Assinatura, assinados em Berna em 20 de Outubro de 1955, cujos textos em francês e respectiva tradução são os seguintes:

Convention relative à la constitution d'Eurofima,
Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie:

considérant que le chemin de fer ne peut jouer son rôle dans l'économie générale que s'il est mis à même d'effectuer les investissements correspondant à un renouvellement normal et à une modernisation indispensable du matériel roulant; que les progrès dans la standardisation du matériel et dans son exploitation en commun trouvent leur complément logique dans l'adoption d'un mode de financement international des achats;

considérant qu'un tel financement est susceptible de constituer une véritable opération de consolidation des efforts techniques faits pour assurer une intégration progressive des chemins de fer sur le plan européen; que ce financement s'adapte aussi particulièrement bien à un matériel roulant composé d'unités standardisées dont la propriété peut être aisément transférée d'un pays à l'autre;

considérant que le Chemin de fer Fédéral Allemand, la Société Nationale des Chemins de fer Français, les Chemins de fer Italiens de l'Etat, la Société Nationale des Chemins de fer Belges, les Chemins de fer Fédéraux Suisses, les Chemins de fer Néerlandais S. A., les Chemins de fer de l'Etat de Suède, le Réseau National des Chemins de fer Espagnols, la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois, les Chemins de fer Yougoslaves, la Compagnie des Chemins de fer

MINISTÉRIO DO EXÉRCITO

5.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Subsecretário de Estado do Exército, por seu despacho de 3 de Maio corrente, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 8.º

Serviços de instrução militar

Artigo 319.º «Encargos administrativos»:

N.º 1) «Pagamento de serviços e encargos não especificados»:

Da alínea b) «Alimentação (rancho) aos cadetes alunos da 1.ª, 2.ª e 3.ª companhias» — 75.000\$00

Para a alínea d) «Exercícios militares» . . . + 75.000\$00

De harmonia com o preceituado no artigo 1.º do Decreto-Lei n.º 33 538, de 21 de Fevereiro de 1944, esta transferência mereceu, por despacho de 11 do mesmo mês de Maio, o acordo de S. Ex.ª o Ministro das Finanças.

5.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 25 de Maio de 1956. — O Chefe da Repartição, José de Oliveira Carvalho.

Portugais, les Chemins de fer Fédéraux Autrichiens, les Chemins de fer de l'Etat Danois, les Chemins de fer de l'Etat Norvégien:

sont convenus de constituer Eurofima, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après «la Société»);

considérant que, tant par sa composition que par son but, la Société présente un intérêt public et un caractère international;

constatant en effet que la Société a pour but de favoriser l'équipement et l'exploitation, aux meilleures conditions possibles, du service public des transports ferroviaires des parties contractantes;

désireux dans ces conditions d'accorder à la Société tout le soutien possible;

reconnaissant que l'action de la Société dans les domaines économique et financier doit être facilitée par des mesures exceptionnelles et que la constitution et le fonctionnement de celle-ci ne doivent pas avoir pour résultat de faire supporter par les administrations de chemin de fer intéressées des impôts et taxes qui n'auraient pas été à leur charge si chacune d'entre elles avait assumé, par ses propres moyens, son équipement en matériel;

considérant que le crédit de la Société, laquelle devra recourir à l'emprunt pour le financement d'une grande partie des marchés qu'elle contractera, ne pourra être obtenu et maintenu qu'à la condition que les engagements pris envers elle par les administrations de chemin de fer soient respectés en toutes circonstances:

ont désigné les représentants soussignés, qui, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

a) Les Gouvernements parties à la présente Convention approuvent la constitution de la Société, qui sera régie par les Statuts annexés à la présente Convention (appelés ci-après «les Statuts») et, à titre subsidiaire par le droit de l'Etat du siège, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente Convention.

b) Le Gouvernement de l'Etat du siège prendra les mesures nécessaires pour permettre la constitution de la Société dès l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ARTICLE 2

a) Les Statuts, ainsi que toute modification qui leur serait apportée dans les conditions qu'ils prévoient et compte tenu des dispositions ci-après, seront valables et auront effet nonobstant toute disposition contraire du droit de l'Etat du siège.

b) Seront subordonnées à l'accord de tous les Gouvernements parties à la présente Convention, dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société, les modifications aux dispositions des Statuts relatives:

au siège de la Société;

à son objet;

à sa durée;

aux conditions prévues pour l'admission d'une administration de chemin de fer comme actionnaire de la Société;

à la majorité qualifiée requise dans certains cas pour les votes de l'Assemblée générale;

à l'attribution d'un droit de vote égal à tous les administrateurs;

à la garantie par les actionnaires de l'exécution des contrats de financement conclus par la Société (dispositions incluses respectivement dans les articles 2, 3, 4, 9, 15, 18 et 27 des Statuts ci-annexés).

c) Seront subordonnées à l'accord du Gouvernement de l'Etat du siège les modifications aux dispositions des Statuts relatives à l'augmentation ou réduction du capital social, au droit de vote des actionnaires, à la composition du Conseil d'administration et à la répartition des bénéfices (dispositions incluses respectivement dans les articles 5, 15, 18 et 30 des Statuts ci-annexés).

d) Le Gouvernement de l'Etat du siège notifiera sans délai aux autres Gouvernements toutes les modifications aux Statuts décidées par la Société. Dans les cas prévus aux paragraphes b) et c) du présent article, ces modifications deviendront applicables dans un délai de trois mois à compter de cette notification, si aucune opposition n'a été formulée par un Gouvernement dont l'accord est requis en vertu desdits paragraphes. Les oppositions formulées en vertu du présent paragraphe seront notifiées au Gouvernement de l'Etat du siège, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements.

e) En cas d'opposition formulée par un Gouvernement, celui-ci entrera en consultation avec les autres Gouvernements, à la demande de l'un d'entre eux, en vue d'examiner l'opportunité des modifications en cause.

ARTICLE 3

a) Lorsque les contrats conclus entre la Société et les administrations de chemin de fer relatifs à la mise à disposition du matériel acheté par la Société seront soumis à la loi de l'Etat du siège, la Société restera propriétaire du matériel en cause, sauf convention expresse contraire, jusqu'au moment où elle aura reçu l'intégralité du prix, sans qu'un enregistrement officiel soit nécessaire. Dans ce cas, la Société aura le droit, en cas de résiliation d'un contrat par suite de retard d'une administration, de demander, outre des dommages-intérêts pour cause d'inexécution du contrat, la restitution du matériel en cause, sans devoir restituer les termes déjà reçus.

b) Les tribunaux de l'Etat du siège, lorsqu'ils en seront saisis, connaîtront des litiges relatifs aux contrats conclus entre la Société et les administrations de chemin de fer et soumis à la loi de l'Etat du siège.

ARTICLE 4

a) Les Gouvernements accorderont à leurs administrations de chemin de fer les autorisations requises pour l'accomplissement de tous les actes relatifs à la constitution de la Société.

b) Les Gouvernements faciliteront l'accomplissement, par leurs administrations de chemin de fer, de tous les actes se rapportant aux activités de la Société.

ARTICLE 5

a) Dans le cas où l'Etat, en vertu des dispositions nationales existantes, n'est pas tenu par les engagements contractés par une administration de chemin de fer de son pays, actionnaire de la Société, soit entièrement, soit dans la limite d'une partie de son patrimoine, le Gouvernement garantira les engagements contractés par cette administration de chemin de fer envers la Société.

b) Toutefois, cette garantie n'est pas obligatoirement accordée dans le cas où ladite administration de chemin de fer donne elle-même sa garantie principale à une administration de chemin de fer non actionnaire de la Société ou à un autre organisme ferroviaire. Dans ce dernier cas, à défaut de la garantie du Gouvernement dont relève l'administration actionnaire, les autres Gouvernements n'assument aucune obligation de garantie.

ARTICLE 6

a) Les décisions de la Société relatives à la création d'agences ou de succursales seront subordonnées à

l'accord de tous les Gouvernements parties à la présente Convention, dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société. La procédure prévue aux paragraphes d) et e) de l'article 2 ci-dessus s'appliquera aux décisions de la Société visées au présent paragraphe.

b) La Société fera rapport chaque année aux Gouvernements parties à la présente Convention dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société, sur le développement de la Société et sur sa situation financière. Ces Gouvernements se consulteront sur tous les problèmes d'intérêt commun que pourrait soulever le fonctionnement de la Société et sur les mesures qui se révéleraient nécessaires à cet égard.

ARTICLE 7

a) Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront, en tant que de besoin, les mesures nécessaires pour que les opérations faites par la Société, en vue de l'attribution par elle du matériel ferroviaire aux administrations de chemin de fer, en propriété immédiate ou différée, s'effectuent sans qu'il en résulte de charges fiscales supplémentaires par rapport à l'acquisition directe du même matériel par les administrations de chemin de fer.

b) De même, en ce qui concerne les importations et les exportations de matériel ferroviaire, effectuées dans le cadre des opérations visées au paragraphe précédent, les Gouvernements prendront, en tant que de besoin, les mesures nécessaires pour que ces importations et ces exportations s'effectuent sans qu'il en résulte de charges fiscales et douanières supplémentaires par rapport aux importations et aux exportations directes de ce même matériel par les administrations de chemin de fer.

c) Les avantages particuliers consentis en matière fiscale par l'Etat du siège, en vue de la constitution et du fonctionnement de la Société, font l'objet d'un Protocole additionnel à la présente Convention, conclu entre le Gouvernement de l'Etat du siège et les autres Gouvernements parties à la présente Convention.

ARTICLE 8

Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront les mesures nécessaires pour faciliter, en tant que de besoin, les importations et exportations de matériel correspondant à l'activité de la Société.

ARTICLE 9

Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront, dans le cadre de leur réglementation des changes, les mesures nécessaires pour assurer les mouvements de fonds auxquels donneront lieu la constitution et l'activité de la Société.

ARTICLE 10

S'il apparaissait ultérieurement que l'application de dispositions législatives dans le pays du siège ou dans le pays d'un autre Gouvernement partie à la présente Convention serait susceptible de soulever des difficultés pour la poursuite des objectifs de la Société, le Gouvernement en cause entrera en consultation avec les autres Gouvernements, à la demande de l'un d'entre eux, en vue de régler ces difficultés dans l'esprit des dispositions de la présente Convention et du Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'article 7 ci-dessus.

ARTICLE 11

a) A compter de la mise en application de la présente Convention, tout Gouvernement d'un pays européen non signataire pourra y adhérer par notification adressée au Gouvernement de la Suisse.

b) Toutefois, l'adhésion d'un Gouvernement qui n'est pas membre de la Conférence Européenne des Ministres des Transports ne deviendra effective qu'avec l'accord unanime des Gouvernements parties à la présente Convention notifié au Gouvernement de la Suisse.

c) L'adhésion à la présente Convention entraînera l'adhésion au Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'article 7 ci-dessus.

ARTICLE 12

La présente Convention est conclue pour la durée de la Société.

ARTICLE 13

a) Un Gouvernement partie à la présente Convention, dont aucune administration de chemin de fer n'est actionnaire ou dont toute administration de chemin de fer a cessé d'être actionnaire de la Société, pourra mettre fin, en ce qui le concerne, à l'application de la présente Convention, moyennant un préavis de 3 mois adressé au Gouvernement de la Suisse. Toutefois, dans le cas où ce préavis serait donné par le Gouvernement de l'Etat du siège, la présente Convention ne prendra pas fin, en ce qui le concerne, avant que le siège de la Société ait été transféré dans un autre Etat.

b) Le retrait d'un Gouvernement effectué conformément au présent article ne porte pas atteinte aux obligations assumées par ledit Gouvernement en vertu de l'article 5 ci-dessus en ce qui concerne les engagements contractés par son ou ses administrations de chemin de fer quand elles étaient actionnaires de la Société.

ARTICLE 14

Tout différend entre les Gouvernements parties à la présente Convention relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera, à défaut d'accord sur une autre procédure, soumis à la décision de la Cour internationale de justice.

ARTICLE 15

a) La présente Convention entrera en vigueur un mois après que le Gouvernement de la Suisse l'aura ratifiée, ainsi que le Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'article 7 ci-dessus et que les actions appartenant aux administrations de chemin de fer des Gouvernements l'ayant signée sans réserve de ratification ou l'ayant signée sous réserve de ratification et ayant déposé leur instrument de ratification représenteront 80 pour cent du capital social de la Société.

b) Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

c) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la Suisse.

ARTICLE 16

a) Nonobstant les dispositions de l'article précédent, les signataires conviennent de mettre en application la présente Convention à titre provisoire dans la mesure compatible avec leurs règles constitutionnelles. Au moment de la signature chaque Gouvernement fera connaître dans quelles conditions et dans quelle mesure il mettra en application la présente Convention à titre provisoire.

b) Le présent article entrera en vigueur pour tous les Gouvernements ayant signé la présente Convention, sous réserve de ratification ou non, lorsque le Gouvernement de la Suisse aura ratifié la présente Convention ainsi que le Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'article 7 ci-dessus.

ARTICLE 17

Dès la réception des instruments de ratification, d'adhésion ou de préavis de retrait, le Gouvernement de la Suisse en donnera communications à tous les Gouvernements parties à la présente Convention et à la Société. Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

En foi de quoi, les représentants soussignés, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire, que restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Seebohm.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Autriche:

Waldbrunner.

Sous réserve de ratification.

Pour la Belgique:

E. Anseele.

Sous réserve de ratification.

Pour le Danemark:

Palle Christensen.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Espagne:

José de Aquinaga.

Sous réserve de ratification.

Pour la France:

L. Corniglion-Molinier.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Italie:

Armando Angelini.

Sous réserve de ratification.

Pour le Luxembourg:

V. Bodson.

Sous réserve de ratification.

Pour la Norvège:

Kolbjörn Varmann.

Sous réserve de ratification.

Pour les Pays-Bas:

J. Algera.

Sous réserve de ratification.

Pour le Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Sous réserve de ratification.

Pour la Suède:

Sven Andersson.

Sous réserve de ratification.

Pour la Suisse:

Giuseppe Lepori.

Sous réserve de ratification.

Pour la Yougoslavie:

Peko Dapcevic.

Sous réserve de ratification.

Protocole additionnel à la Convention relative à la constitution d'Eurofima, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, de Suède et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, d'une part, et le Gouvernement de la Confédération Suisse, d'autre part, signataires de la Convention relative à la constitution de la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après «la Convention»), vu le paragraphe c) de l'article 7 de ladite Convention;

constatant que les Statuts de la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après «la Société») annexés à la Convention prévoient que le siège de la Société sera à Bâle (Suisse);

constatant que le Gouvernement de la Suisse est prêt à consentir des avantages particuliers en matière fiscale, en vue de la constitution et du fonctionnement de la Société, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{er}

La Société bénéficiera en Suisse, aussi longtemps qu'elle y aura son siège, des exonérations fiscales ci-après, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 7 a) e b) de la Convention:

- 1° Exonération des droits de timbre à l'émission des actions de la Société.
- 2° Exonération de l'impôt pour la défense nationale sur le revenu et sur le capital et les réserves, et de tout impôt fédéral direct futur qui le remplacerait.
- 3° Exonération du droit de timbre à l'émission, du droit de timbre sur les coupons et de l'impôt anticipé pour les titres (et intérêts) des emprunts de la Société, qui seront mis en souscription exclusivement à l'étranger, qui ne seront pas admis à la cote des bourses suisses et dont le service d'intérêts et de remboursement se fera exclusivement par des offices étrangers.
- 4° Non-perception de l'impôt anticipé sur les dividendes que la Société versera aux administrations de chemin de fer.
- 5° Non-perception du supplément à la taxe pour l'inscription au registre du commerce.
- 6° Exonération de l'impôt cantonal et communal sur le revenu et sur la fortune de la Société dans le Canton de Bâle-Ville.

ARTICLE 2

Le présent Protocole entrera en vigueur dès sa ratification par le Gouvernement de la Suisse, qui donnera notification de ladite ratification aux autres Gouvernements signataires.

En foi de quoi les représentants soussignés, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la Suisse:

Giuseppe Lepori.

Sous réserve de ratification.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Seeböhm.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Autriche:

Waldbrunner.

Sous réserve de ratification.

Pour la Belgique:

E. Anseele.

Sous réserve de ratification.

Pour le Danemark:

Palle Christensen.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Espagne:

José de Aguinaga.

Sous réserve de ratification.

Pour la France:

L. Corniglion-Molinier.

Sous réserve de ratification.

Pour l'Italie:

Armando Angelini.

Sous réserve de ratification.

Pour le Luxembourg:

V. Bodson.

Sous réserve de ratification.

Pour la Norvège:

Kolbjörn Varmann.

Sous réserve de ratification.

Pour les Pays-Bas:

J. Algera.

Sous réserve de ratification.

Pour le Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Sous réserve de ratification.

Pour la Suède:

Sven Andersson.

Sous réserve de ratification.

Pour la Yougoslavie:

Peko Dapcevic.

Sous réserve de ratification.

Protocole de signature de la Convention
relative à la constitution d'Eurofima,
Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les représentants des Gouvernements signataires de la Convention relative à la constitution d'Eurofima, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après «la Convention»), signé ce jour:

I. Ont constaté d'un commun accord ce qui suit:

a) L'expression «en tant que de besoin» figurant à l'article 7 de la Convention signifie en particulier que, si la législation d'un pays permet à la Société d'effectuer ses opérations, en conformité avec les Statuts et l'Accord de base, sans qu'il en résulte aucune charge fiscale supplémentaire, le Gouvernement intéressé ne sera pas tenu de prendre des dispositions d'exonération.

b) Le terme «matériel» figurant à l'article 8 de la Convention vise le matériel ferroviaire au sens de l'article 3 des Statuts.

c) L'expression «dispositions législatives» au sens de l'article 10 de la Convention couvre notamment les lois fiscales.

II. Ont pris acte des déclarations suivantes relatives aux articles 5, 7 et 9 de la Convention:

a) Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Danemark, de la République Italienne, de Suède et de la Confédération Suisse déclarent, en ce qui concerne l'article 5 de la Convention, que dans leur pays l'Etat est tenu, en vertu des dispositions législatives existantes, par les engagements contractés par leur administration de chemin de fer participant à la constitution d'Eurofima, au sens dudit article 5.

b) Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne déclare, en se référant à l'interprétation donnée à l'article 7 de la Convention par le présent Protocole, que, dans l'état de la législation actuelle, il satisfait aux dispositions de l'article 7 sans avoir à prendre des mesures d'exonération fiscale.

c) Le Gouvernement de la Confédération Suisse interprète le texte de l'article 9 de la manière suivante:

1. Les transferts de fonds provenant de la souscription en espèces et les transferts des montants représentant les loyers des wagons qui constituent des apports en nature seront opérés en dehors de tout accord bilatéral ou multilatéral.

2. Le produit d'un emprunt lancé sur le marché d'un pays autre que celui du siège d'Eurofima ne sera transféré à celui-ci que dans la mesure nécessaire pour permettre à Eurofima de faire face à ses obligations.

d) Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare qu'il ne se considère pas comme lié par l'interprétation ci-dessus donnée par le Gouvernement de la Confédération Suisse à l'article 9 de la Convention.

III. Ont pris acte des déclarations suivantes effectuées conformément à l'article 16 de la Convention:

a) Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République Française, de la République Italienne,

du Grand Duché de Luxembourg, de la République Portugaise et de la Confédération Suisse se sont déclarés prêts à prendre, dès l'entrée en vigueur de l'article 16 de la Convention, les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention quand elle sera en vigueur, à l'exception toutefois:

- pour le Gouvernement du Royaume de Belgique, des articles 5, 7 a) et b), 8 et 14;
- pour le Gouvernement de la République Française, de l'article 7 a) et b);
- pour le Gouvernement de la République Italienne, des articles 3 b), 5, 7 a) et b), 8, 9, 11 c) et 14;
- pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg, des articles 7 a) et b) et 8.

En ce qui concerne ces articles les Gouvernements en cause ont déclaré que lesdites mesures seraient prises dès qu'ils auront ratifié la Convention.

b) Les Gouvernements de la République d'Autriche, du Royaume de Danemark, d'Espagne, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de Suède et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie se sont déclarés prêts à prendre, dès qu'ils auront ratifié la Convention, à condition que l'article 16 de la Convention soit entré en vigueur, les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention quand elle sera en vigueur, à l'exception toutefois:

- pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, de l'article 5.

En ce qui concerne cet article le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare que les mesures requises par l'article 5 seront prises dès que les actions appartenant aux administrations de chemin de fer des Gouvernements ayant mis en application la Convention, conformément à l'article 16, représenteront 80 pour cent du capital social d'Eurofima.

c) Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne a déclaré qu'il prendrait les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention, quand elle sera ratifiée dans la République Fédérale.

IV. Les Gouvernements d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Royaume de Norvège, de Suède et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, se référant à la Décision prise le 8 juillet 1955 par les Ministres du Groupe restreint n° 1 de la Conférence Européenne des Ministres des Transports, déclarent qu'ils considèrent qu'entre eux et dans leurs relations avec les autres signataires le texte français de la Convention, du Protocole additionnel à la Convention et du présent Protocole, signés ce jour, fera foi en cas de divergence entre les textes.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
Seeböhm.

Pour l'Autriche:
Waldbrunner.

Pour la Belgique:
E. Anseele.

Pour le Danemark:
Palle Christensen.

Pour l'Espagne:
José de Aguinaga.

Pour la France:
L. Corniglion-Molinier.

Pour l'Italie:
Armando Angelini.

Pour le Luxembourg:
V. Bodson.

Pour la Norvège:
Kolbjörn Varmann.

Pour les Pays-Bas:
J. Algra.

Pour le Portugal:
M. Gomes de Araújo.

Pour la Suède:
Sven Andersson.

Pour la Suisse:
Giuseppe Lepori.

Pour la Yougoslavie:
Peko Dapcevic.

Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário

Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Áustria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da Espanha, da República Francesa, da República Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, da Suécia, da Confederação Suíça e da República Popular Federativa da Jugoslávia:

Considerando que o caminho de ferro só poderá desempenhar a sua missão na economia geral se estiver em condições de efectuar os investimentos correspondentes a uma renovação normal e a uma modernização indispensável do material circulante; que os progressos realizados na normalização do material e na sua exploração em comum encontram o complemento lógico na adopção de um sistema de financiamento internacional das compras;

Considerando que tal financiamento é susceptível de constituir uma verdadeira operação de consolidação dos esforços técnicos feitos para garantir uma integração progressiva dos caminhos de ferro no plano europeu; que este financiamento se adapta muito particularmente ao material circulante composto de unidades normalizadas, cuja propriedade pode ser facilmente transferida de um país para outro;

Considerando que o Caminho de Ferro Federal Alemão, a Sociedade Nacional dos Caminhos de Ferro Franceses, os Caminhos de Ferro Italianos do Estado, a Sociedade Nacional dos Caminhos de Ferro Belgas, os Caminhos de Ferro Federais Suíços, os Caminhos de

Ferro Neerlandeses S. A., os Caminhos de Ferro do Estado da Suécia, a Rede Nacional dos Caminhos de Ferro Espanhóis; a Sociedade Nacional dos Caminhos de Ferro Luxemburgueses, os Caminhos de Ferro Jugoslavos, a Companhia dos Caminhos de Ferro Portugueses, os Caminhos de Ferro Federais Austríacos, os Caminhos de Ferro do Estado Dinamarquês, os Caminhos de Ferro do Estado Norueguês:

Convencionaram constituir a Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário (designada a seguir por «Sociedade»);

Considerando que, tanto pela sua composição como pelo seu objectivo, a Sociedade apresenta um interesse público e um carácter internacional;

Verificando-se, com efeito, que a Sociedade tem por fim favorecer, nas melhores condições possíveis, o equipamento e a exploração do serviço público dos transportes ferroviários das Partes Contratantes;

Desejando, nestas condições, dar à Sociedade todo o apoio possível;

Reconhecendo que a acção da Sociedade no campo económico e financeiro deve ser facilitada com medidas excepcionais e que a sua constituição e o seu funcionamento não devem ter como resultado fazer suportar pelas administrações de caminho de ferro interessadas impostos e taxas que não lhes caberiam se cada uma delas se tivesse encarregado da aquisição de material pelos seus próprio meios;

Considerando que o crédito da Sociedade, que deverá recorrer a empréstimos para financiamento de uma grande parte das aquisições a fazer, só poderá ser obtido e mantido com a condição de que os compromissos tomados para com ela pelas administrações de caminho de ferro sejam respeitados em todas as circunstâncias:

Designaram os representantes abaixo assinados, os quais, devidamente autorizados, estipularam o seguinte:

ARTIGO 1

a) Os Governos que participam da presente Convenção aprovam a constituição da Sociedade, que será regida pelos Estatutos anexos à presente Convenção (a seguir designados por «Estatutos») e, a título subsidiário, pelo direito do Estado onde se encontra a sua sede, em tudo o que não esteja derogado pela presente Convenção.

b) O Governo do Estado onde se encontrar a sede tomará as providências necessárias para permitir a constituição da Sociedade logo que a presente Convenção entre em vigor.

ARTIGO 2

a) Os Estatutos, bem como qualquer modificação que lhes seja introduzida nas condições por eles previstas e tendo em consideração as disposições a seguir, serão válidos e terão aplicação não obstante qualquer disposição em contrário do direito do Estado onde se encontrar a sede.

b) Ficarão dependentes de acordo de todos os Governos que participam da presente Convenção e que tenham uma administração de caminho de ferro accionista da Sociedade as modificações das disposições dos Estatutos relativas:

A sede da Sociedade;

Ao seu objectivo;

A sua duração;

As condições estabelecidas para admissão de uma administração de caminho de ferro como accionista da Sociedade;

A maioria qualificada exigida em certos casos para as votações da assembleia geral;

A atribuição de direito de voto igual a todos os administradores;

A garantia, da parte dos accionistas, da execução dos contratos de financiamento celebrados pela Sociedade (disposições incluídas, respectivamente, nos artigos 2, 3, 4, 9, 15, 18 e 27 dos Estatutos anexos).

c) Ficarão dependentes de acordo do Governo do Estado onde se encontrar a sede as modificações das disposições dos Estatutos relativas a aumento ou diminuição do capital social, direito de voto dos accionistas, composição do conselho de administração e distribuição dos lucros (disposições incluídas, respectivamente, nos artigos 5, 15, 18 e 30 dos Estatutos anexos).

d) O Governo do Estado onde se encontrar a sede comunicará imediatamente aos outros Governos todas as modificações dos Estatutos decididas pela Sociedade. Nos casos previstos nas alíneas b) e c) do presente artigo as modificações serão aplicáveis no prazo de três meses, a contar da data da notificação, se qualquer Governo, cujo acordo seja exigido em consequência das referidas alíneas, não se opuser. As oposições apresentadas, em virtude da presente alínea, serão notificadas ao Governo do Estado onde se encontrar a sede, que as comunicará aos outros Governos.

e) No caso de oposição da parte de um Governo, este consultará os outros Governos, se algum deles o pedir, a fim de examinarem a oportunidade das modificações em questão.

ARTIGO 3

a) Quando os contratos celebrados entre a Sociedade e as administrações de caminho de ferro para pôr à sua disposição material comprado pela Sociedade forem sujeitos à lei do Estado onde se encontrar a sede, a Sociedade ficará proprietária do material em questão até ao momento em que ela tenha recebido a totalidade do preço, salvo acordo expresso em contrário, sem que seja necessário qualquer registo oficial. Neste caso, se se verificar a rescisão de um contrato, em consequência de atraso de alguma administração, a Sociedade terá direito a pedir, além das indemnizações de perdas e danos, por motivo de falta de cumprimento do contrato, a restituição do material em questão, sem que deva restituir as prestações já recebidas.

b) Os tribunais do Estado onde se encontrar a sede conhecerão dos litígios que lhes forem submetidos, relativos aos contratos celebrados entre a Sociedade e as administrações de caminho de ferro, sujeitos à lei do referido Estado.

ARTIGO 4

a) Os Governos concederão às suas administrações de caminho de ferro as autorizações necessárias para o cumprimento de todos os actos relativos à constituição da Sociedade.

b) Os Governos facilitarão às suas administrações de caminho de ferro o cumprimento de todos os actos respeitantes às actividades da Sociedade.

ARTIGO 5

a) Se, em virtude de disposições nacionais existentes, o Estado não estiver ligado aos compromissos contraídos por uma administração de caminho de ferro do seu país, accionista da Sociedade, quer inteiramente, quer no limite de uma parte do seu património, o Governo garantirá os compromissos assumidos por essa administração de caminho de ferro para com a Sociedade.

b) Todavia, esta garantia não será obrigatoriamente concedida no caso de a referida administração de caminho de ferro ter ela própria dado a sua garantia principal a uma administração de caminho de ferro que não seja accionista da Sociedade ou a qualquer outro organismo ferroviário. Neste último caso, não falta de

garantia do Governo de que depender a administração accionista, os outros Governos não assumirão nenhuma obrigação de garantia.

ARTIGO 6

a) As decisões da Sociedade relativas à criação de agências ou sucursais deverão ser aprovadas por todos os Governos que participam da presente Convenção e que tenham uma administração de caminho de ferro accionista da Sociedade. As formalidades previstas nas alíneas d) e e) do artigo 2 aplicar-se-ão às decisões da Sociedade a que se refere a presente alínea.

b) A Sociedade fará todos os anos um relatório aos Governos que participem da presente Convenção e que tenham uma administração de caminho de ferro accionista da Sociedade acerca do desenvolvimento da Sociedade e da sua situação financeira. Esses Governos consultar-se-ão sobre todos os problemas de interesse comum derivados do funcionamento da Sociedade e sobre as providências que se revelarem necessárias a tal respeito.

ARTIGO 7

a) Em caso de necessidade, os Governos que participam da presente Convenção tomarão as providências convenientes para que as operações realizadas pela Sociedade, para efeitos de atribuição de material ferroviário às administrações de caminho de ferro, em propriedade imediata ou diferida, se efectuem sem que delas resultem encargos fiscais suplementares em relação à aquisição directa do mesmo material pelas administrações de caminho de ferro.

b) Análogamente, no que respeita às importações e exportações de material ferroviário, realizadas no plano das operações indicadas na alínea anterior, os Governos tomarão, se for necessário, as providências convenientes para que tais importações e exportações se efectuem sem que delas resultem encargos fiscais e aduaneiros suplementares em relação às importações e exportações directas do mesmo material pelas administrações de caminho de ferro.

c) As vantagens especiais de carácter fiscal autorizadas pelo Estado onde se encontrar a sede, para efeitos de constituição e funcionamento da Sociedade, figurarão em um Protocolo adicional à presente Convenção, celebrado entre o Estado onde se encontrar a sede e os outros Governos que participam da presente Convenção.

ARTIGO 8

Os Governos que participam da presente Convenção tomarão as providências convenientes para facilitar, quando for necessário, as importações e exportações de material correspondentes à actividade da Sociedade.

ARTIGO 9

Os Governos que participam da presente Convenção tomarão as providências convenientes, no âmbito da sua regulamentação de câmbios, para assegurar os movimentos de fundos resultantes da constituição e actividade da Sociedade.

ARTIGO 10

Se, posteriormente, se verificasse que a aplicação de disposições legislativas no país onde se encontrar a sede ou no país de um outro Governo que participe da presente Convenção era susceptível de levantar dificuldades ao prosseguimento dos objectivos da Sociedade, o Governo em questão consultaria os outros Governos, a pedido de um deles, com o fim de aplanar essas dificuldades segundo o espírito das disposições da presente Convenção e do Protocolo adicional citado na alínea c) do artigo 7.

ARTIGO 11

a) A partir da entrada em vigor da presente Convenção, qualquer Governo de um país europeu não signatário poderá aderir a ela, mediante notificação dirigida ao Governo da Suíça.

b) Todavia, a adesão de um Governo que não seja membro da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes só se tornará efectiva com o consentimento unânime dos Governos que participam da presente Convenção, notificado ao Governo da Suíça.

c) A adesão à presente Convenção implicará a adesão ao Protocolo adicional citado na alínea c) do artigo 7.

ARTIGO 12

A presente Convenção é celebrada pela duração da Sociedade.

ARTIGO 13

a) Qualquer Governo que participe da presente Convenção, e que não tenha nenhuma administração de caminho de ferro accionista da Sociedade ou cujas administrações de caminho de ferro deixaram todas de ser accionistas da Sociedade, poderá retirar-se da presente Convenção mediante aviso prévio de três meses, dirigido ao Governo da Suíça. Todavia, no caso de este aviso prévio ser dado pelo Governo do Estado onde se encontrar a sede, este não poderá retirar-se da Convenção antes de a sede da Sociedade ter sido transferida para outro Estado.

b) A retirada de um Governo realizada nos termos do presente artigo não prejudicará as obrigações assumidas pelo referido Governo em consequência do artigo 5 no que se refere aos compromissos contraídos pela sua ou suas administrações de caminho de ferro quando eram accionistas da Sociedade.

ARTIGO 14

Qualquer divergência entre os Governos que participam da presente Convenção, relativa à interpretação ou à aplicação da mesma Convenção, será submetida a decisão do Tribunal Internacional de Justiça, a não ser que se concorde com outro processo.

ARTIGO 15

a) A presente Convenção entrará em vigor um mês depois de o Governo da Suíça a ter ratificado, bem como ao Protocolo adicional citado na alínea c) do artigo 7, desde que as acções pertencentes às administrações de caminho de ferro dos Governos que assinaram sem reserva de ratificação ou que a assinaram com reserva de ratificação e depositaram o seu instrumento de ratificação representem 80 por cento do capital social da Sociedade.

b) Para qualquer signatário que a ratificar ulteriormente a Convenção entrará em vigor na data de depósito do instrumento de ratificação.

c) Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Governo da Suíça.

ARTIGO 16

a) Não obstante as disposições do artigo anterior, os signatários convencionam aplicar a presente Convenção a título provisório, na medida compatível com as respectivas normas constitucionais. No acto da assinatura cada Governo deverá informar em que condições e dentro de que limites aplicará a presente Convenção a título provisório.

b) O presente artigo entrará em vigor para todos os Governos que tiverem assinado a presente Convenção, sob reserva ou não de ratificação, quando o Governo da Suíça tiver ratificado a Convenção e o Protocolo adicional citado na alínea c) do artigo 7.

ARTIGO 17

O Governo da Suíça comunicará a todos os Governos que participam da presente Convenção e à Sociedade, logo que os receba, os instrumentos de ratificação, adesão ou aviso prévio de retirada. Notificar-lhes-á, igualmente, a data de entrada em vigor da presente Convenção.

Em testemunho do que os representantes abaixo assinados, depois de terem comunicado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, assinaram a presente Convenção.

Feita em Berna, a 20 de Outubro de 1955, em francês, alemão e italiano, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo da Suíça, o qual transmitirá uma cópia autenticada a todos os Governos membros da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes.

Pela República Federal da Alemanha:

Seeböhm.

Sob reserva de ratificação.

Pela Austria:

Waldbrunner.

Sob reserva de ratificação.

Pela Bélgica:

E. Anseele.

Sob reserva de ratificação.

Pela Dinamarca:

Palle Christensen.

Sob reserva de ratificação.

Pela Espanha:

José de Aguinaga.

Sob reserva de ratificação.

Pela França:

L. Corniglion-Molinier.

Sob reserva de ratificação.

Pela Itália:

Armando Angelini.

Sob reserva de ratificação.

Pelo Luxemburgo:

V. Bodson.

Sob reserva de ratificação.

Pela Noruega:

Kolbjörn Varmann.

Sob reserva de ratificação.

Pelos Países Baixos:

J. Algera.

Sob reserva de ratificação.

Por Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Sob reserva de ratificação.

Pela Suécia:

Sven Andersson.

Sob reserva de ratificação.

Pela Suíça:

Giuseppe Lepori.

Sob reserva de ratificação.

Pela Jugoslávia:

Peko Dapcevic.

Sob reserva de ratificação.

Protocolo adicional à Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário

Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Austria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da Espanha, da República Francesa, da República Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, da Suécia e da República Popular Federativa da Jugoslávia, por um lado, e o Governo da Confederação Suíça, por outro lado, signatários da Convenção relativa à constituição da Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário (designada a seguir por «Convenção»);

Visto a alínea c) do artigo 7 da dita Convenção;

Verificando que os Estatutos da Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário (designada a seguir por «Sociedade»), anexos à Convenção, prevêem que a sede da Sociedade será em Basileia (Suíça);

Verificando que o Governo da Suíça está disposto a conceder vantagens especiais, em matéria fiscal, para a constituição e funcionamento da Sociedade:

Estipularam o seguinte:

ARTIGO 1

A Sociedade beneficiará na Suíça, enquanto aí tiver a sua sede, das seguintes isenções fiscais, sem prejuízo da aplicação das disposições do artigo 7 a) e b) da Convenção:

- 1.º Isenção de imposto do selo para a emissão das acções da Sociedade.
- 2.º Isenção de imposto para a defesa nacional sobre o rendimento, capital e reservas e de qualquer futuro imposto federal directo que o possa substituir.
- 3.º Isenção de imposto do selo para a emissão, de imposto do selo sobre os cupões e de imposto antecipado para os títulos (e juros) dos empréstimos da Sociedade, subscritos exclusivamente no estrangeiro, os quais não serão admitidos à cotação das bolsas suíças e os seus juros e reembolsos serão efectuados exclusivamente por estabelecimentos estrangeiros.
- 4.º Isenção de imposto antecipado sobre os dividendos que a Sociedade pagar às administrações de caminho de ferro.
- 5.º Isenção de suplemento de taxa pela inscrição no registo do comércio.
- 6.º Isenção de imposto cantonal e comunal sobre o juro e o património da Sociedade no Cantão de Basileia-Cidade.

ARTIGO 2

O presente Protocolo entrará em vigor logo após a sua ratificação pelo Governo da Suíça, o qual comunicará a referida ratificação aos outros Governos signatários.

Em testemunho do que os representantes abaixo assinados, depois de terem comunicado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Berna, a 20 de Outubro de 1955, em francês, alemão e italiano, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo da Suíça, o qual transmitirá uma cópia autenticada a todos os Governos membros da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes.

Pela Suíça:

Giuseppe Lepori.

Sob reserva de ratificação.

Pela República Federal da Alemanha:

Seebohm.

Sob reserva de ratificação.

Pela Austria:

Waldbrunner.

Sob reserva de ratificação.

Pela Bélgica:

E. Anseele.

Sob reserva de ratificação.

Pela Dinamarca:

Palle Christensen.

Sob reserva de ratificação.

Pela Espanha:

José de Aquinaga.

Sob reserva de ratificação.

Pela França:

L. Corniglion-Molinier.

Sob reserva de ratificação.

Pela Itália:

Armando Angelini.

Sob reserva de ratificação.

Pelo Luxemburgo:

V. Bodson.

Sob reserva de ratificação.

Pela Noruega:

Kolbjörn Varmann.

Sob reserva de ratificação.

Pelos Países Baixos:

J. Algera.

Sob reserva de ratificação.

Por Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Sob reserva de ratificação.

Pela Suécia:

Sven Andersson.

Sob reserva de ratificação.

Pela Jugoslávia:

Peko Dapcevic.

Sob reserva de ratificação.

Protocolo de assinatura da Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário

Os representantes dos Governos signatários da Convenção relativa à constituição da Eurofima, Sociedade Europeia para o Financiamento de Material Ferroviário (designada a seguir por «Convenção»), assinada nesta data:

I. Consignaram de comum acordo o seguinte:

a) A expressão «em caso de necessidade» que figura no artigo 7 da Convenção significa especialmente que, se a legislação de um país permitir à Sociedade efectuar as suas operações, em conformidade com os Estatutos e o Acordo de base, sem que delas resulte nenhum encargo fiscal suplementar, o Governo interessado não será obrigado a adoptar disposições de isenção.

b) O termo «material» que figura no artigo 8 da Convenção refere-se ao material ferroviário no sentido do artigo 3 dos Estatutos.

c) A expressão «disposições legislativas» no sentido do artigo 10 da Convenção envolve especialmente as leis fiscais.

II. Registaram-se as seguintes declarações relativas aos artigos 5, 7 e 9 da Convenção:

a) Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Austria, do Reino da Dinamarca, da República Italiana, da Suécia e da Confederação Suíça declaram, no que respeita ao artigo 5 da Convenção, que nos seus países o Estado se obriga, em virtude das disposições legislativas existentes, pelos compromissos contraídos pelas suas administrações de caminho de ferro que participem na constituição da Eurofima no sentido do referido artigo 5.

b) O Governo da República Federal da Alemanha, referindo-se à interpretação dada ao artigo 7 da Convenção pelo presente Protocolo, declara que, nas condições da legislação actual, cumpre as disposições do artigo 7 sem que tenha de adoptar medidas de exoneração fiscal.

c) O Governo da Confederação Suíça interpreta o texto do artigo 9 do modo seguinte:

1. As transferências de fundos provenientes da subscrição em dinheiro e as transferências das importâncias referentes aos alugueres dos vagões que constituem bens em espécie efectuar-se-ão independentemente de qualquer acordo bilateral ou multilateral.

2. O produto de um empréstimo lançado no mercado de um país que não seja o da sede da Eurofima só será transferido para este na medida necessária para permitir à Eurofima fazer face às suas obrigações.

d) O Governo do Reino dos Países Baixos declara que não se considera ligado à interpretação anterior dada pelo Governo da Confederação Suíça ao artigo 9 da Convenção.

III. Registaram-se as seguintes declarações, feitas em conformidade com o artigo 16 da Convenção:

a) Os Governos do Reino da Bélgica, da República Francesa, da República Italiana, do Grão-Ducado do

Luxemburgo, da República Portuguesa e da Confederação Suíça declararam-se dispostos, a partir da entrada em vigor do artigo 16 da Convenção, a tomar as providências exigidas para aplicação da Convenção quando esta entrar em vigor, com excepção, todavia:

- para o Governo do Reino da Bélgica, dos artigos 5, 7 a) e b), 8 e 14;
- para o Governo da República Francesa, do artigo 7 a) e b);
- para o Governo da República Italiana, dos artigos 3 b), 5, 7 a) e b), 8, 9, 11 c) e 14;
- para o Governo do Grão-Ducado do Luxemburgo, dos artigos 7 a) e b) e 8.

Relativamente a estes artigos os Governos em questão declararam que as referidas providências serão tomadas logo que eles tiverem ratificado a Convenção.

b) Os Governos da República da Áustria, do Reino da Dinamarca, da Espanha, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da Suécia e da República Popular Federativa da Jugoslávia declararam-se dispostos, logo que tiverem ratificado a Convenção e contanto que o artigo 16 da Convenção tenha entrado em vigor, a tomar as providências exigidas para aplicação da Convenção, quando ela estiver em vigor, com excepção, todavia:

- para o Governo do Reino dos Países Baixos, do artigo 5.

Relativamente a este artigo o Governo do Reino dos Países Baixos declara que as providências exigidas pelo artigo 5 serão tomadas logo que as acções pertencentes às administrações de caminho de ferro dos Governos que aplicam a Convenção, em conformidade com o artigo 16, representem 80 por cento do capital social da Eurofima.

c) O Governo da República Federal da Alemanha declarou que tomaria as providências exigidas para aplicação da Convenção quando esta for ratificada na República Federal.

IV. Os Governos da Espanha, da República Francesa, da República Italiana, do Reino da Noruega, da Suécia e da República Popular Federativa da Jugoslávia, referindo-se à Decisão tomada em 8 de Julho de 1955 pelos Ministros do Grupo restrito n.º 1 da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes, declararam considerar que entre si e nas suas relações recíprocas com os outros signatários o texto francês da Convenção, do Protocolo adicional à Convenção e do presente Protocolo, assinados nesta data, fará fé em caso de divergência dos textos.

Feito em Berna, a 20 de Outubro de 1955, em francês, alemão e italiano, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Governo da Suíça, o qual transmitirá uma cópia autenticada a todos os Governos membros da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes.

Pela República Federal da Alemanha:

Seebohm.

Pela Áustria:

Waldbrunner.

Pela Bélgica:

E. Anseele.

Pela Dinamarca:

Palle Christensen.

Pela Espanha:

José de Aguinaga.

Pela França:

L. Corniglion-Molinier.

Pela Itália:

Armando Angelini.

Pelo Luxemburgo:

V. Bodson.

Pela Noruega:

Kolbjörn Varmann.

Pelos Países Baixos:

J. Algera.

Por Portugal:

M. Gomes de Araújo.

Pela Suécia:

Sven Andersson.

Pela Suíça:

Giuseppe Lepori.

Pela Jugoslávia:

Peko Dapcevic.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 2 de Junho de 1956. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

MINISTÉRIO DAS COMUNICAÇÕES

Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones

Decreto-Lei n.º 40 630

No programa geral de remodelação do material e instalações da Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones, aprovado pela base xi da Lei n.º 1959, de 3 de Agosto de 1937, figurava, como parcela mais importante, a modernização e ampliação dos traçados telefónicos e telegráficos interurbanos, entre os quais se destacavam naturalmente os de ligação de Lisboa ao Porto.

Dificuldades de vária ordem têm impedido o progresso destes trabalhos na escala exigida pelo desenvolvimento do tráfego. O Governo, porém, considerando oportuno prosseguir na obra encetada, de modo a melhor satisfazer as necessidades públicas, imediatas e futuras, do serviço de telecomunicações, mandou rever aquele programa de trabalhos, e, em execução da Lei n.º 2058, de 29 de Dezembro de 1952, e nos termos do Decreto-Lei n.º 39 547, de 24 de Fevereiro

de 1954, autorizou os CTT a contrair empréstimos para aquele feito na Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência.

Importa agora adoptar outras providências, dada a índole especial desta importante obra, que abarca instalações muito complexas e de elevado custo e a urgência com que terá que executar-se.

No que respeita à escolha do material, abriu-se concurso entre as principais empresas produtoras europeias e, depois de aturados estudos, optou-se por aquelas que ofereceram melhores garantias técnicas e económicas. Há, portanto, que sancionar a escolha feita e que autorizar a celebração dos respectivos contratos.

A execução desta obra tem de desdobrar-se em fases sucessivas.

A fase inicial está em condições de se concretizar, mas não é possível estabelecer desde já as datas em que deverão executar-se as restantes fases, por estas dependerem fundamentalmente da expansão futura do tráfego. Terá, assim, de autorizar-se a repartição das despesas da fase inicial pelos vários anos económicos previstos para a execução dos respectivos trabalhos e garantir a indispensável uniformidade e equidade de preços do material necessário às sucessivas ampliações das instalações previstas naquela primeira fase.

Finalmente, verificou-se que as disposições legais relativas a autorização de despesas também se não coadunam com as exigências desta importante obra. Julga-se, por isso, necessário elevar os limites fixados para autorização de despesas no que respeita à realização destes trabalhos.

Nestes termos:

Usando da faculdade conferida pela 1.^a parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É autorizada a Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones a celebrar contratos com a Standard Eléctrica, sociedade anónima de responsabilidade limitada, e com a sua representada Standard Telephones & Cables, L.^{da}, com sede em Londres, para o fornecimento e montagem do material destinado à remodelação dos traçados de telecomunicações para a interligação de Lisboa, Porto e outras localidades, nos termos das minutas a aprovar oportunamente pelo Conselho de Ministros.

§ único. O fornecimento compreenderá cabos de linhas coaxiais, simétricas e carregadas, bem como o equipamento de transmissão interior e acessório, e será efectuado em fases sucessivas, devendo os fornecedores garantir a uniformidade de tipos e a equidade de preços do material necessário para todas as fases.

Art. 2.º O encargo orçamental máximo relativo à primeira fase do fornecimento não poderá exceder 170 000 contos, repartidos do modo seguinte:

	Contos
a) Encargo no ano de 1956	34 000
b) Encargo no ano de 1957	46 750
(acrescido do saldo do ano anterior).	
c) Encargo para o ano de 1958	25 500
(acrescido do saldo do ano anterior).	
d) Encargo para o ano de 1959	21 250
(acrescido do saldo do ano anterior).	
e) Encargo para o ano de 1960	17 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	
f) Encargo para o ano de 1961	17 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	
g) Encargo para o ano de 1962	8 500
(acrescido do saldo do ano anterior).	

Art. 3.º O encargo orçamental máximo relativo aos trabalhos de montagem incluídos nos contratos não poderá exceder, na primeira fase, 16 000 contos, repartidos do modo seguinte:

	Contos
a) Encargo para o ano de 1956	4 000
b) Encargo para o ano de 1957	10 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	
c) Encargo para o ano de 1958	2 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	

Art. 4.º O encargo orçamental máximo relativo às restantes despesas a efectuar pela Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones não poderá exceder, na primeira fase, 47 000 contos, repartidos do modo seguinte:

	Contos
a) Encargo para o ano de 1956	12 000
b) Encargo para o ano de 1957	30 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	
c) Encargo para o ano de 1958	5 000
(acrescido do saldo do ano anterior).	
d) Encargo para o ano de 1959 — Saldo do ano anterior.	

Art. 5.º Da aprovação, pelo Ministro das Comunicações, dos projectos de execução dos traçados referidos no presente diploma resulta a declaração de utilidade pública para todos os efeitos legais, designadamente para as expropriações que, porventura, haja necessidade de efectuar.

Art. 6.º São elevados para 50.000\$ os limites fixados nas alíneas b), c), primeira parte, e d) do artigo 6.º do Decreto-Lei n.º 27 563, de 13 de Março de 1937, quanto a despesas a efectuar pela Administração-Geral dos Correios, Telégrafos e Telefones com a execução dos trabalhos e das obras respeitantes aos traçados que interessam à ligação Lisboa-Porto, a que alude o presente decreto-lei.

§ 1.º São competentes para autorizar as despesas referidas no artigo anterior, independentemente de concurso público e contrato escrito, os seguintes funcionários:

- Até 2.000\$, os chefes de circunscrições técnicas;
- Até 5.000\$, os chefes de repartição e os engenheiros designados para dirigir os respectivos trabalhos;
- Até 15.000\$, os directores de serviço;
- Até 50.000\$, o correio-mor.

§ 2.º O disposto neste artigo não prejudica a aplicação das regras que sobre a competência para efectivação de despesas venham a ser estabelecidas na revisão da legislação geral, desde que nesta sejam fixadas quantias superiores às que constam do presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 2 de Junho de 1956. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.